



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ARIÈGE

PRÉFECTURE  
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DE  
L'APPUI TERRITORIAL  
Bureau de l'appui territorial  
Cellule Environnement

Arrêté préfectoral complémentaire portant  
modification des conditions d'exploitation -  
Société SAS Sablières Malet sur la commune  
de Montaut

La préfète de l'Ariège  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 approuvant le schéma départemental des carrières du département de l'Ariège ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2011 autorisant la société SAS Sablières Malet à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de sables et graviers alluvionnaires, aux lieux-dits « l'Alma » et « Sous-Pégulier », commune de Montaut (09) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2015 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière exploitée par la société SAS Sablières Malet à Montaut ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2017 portant modification du parcellaire autorisé de la carrière exploitée par la société SAS Sablières Malet à Montaut ;

Vu la demande en date du 10 juillet 2019 de la société SAS Sablières Malet sollicitant la modification des conditions d'exploitation de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 août 2011 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 septembre 2019 ;

Considérant que les incidences de ce projet de modification des conditions d'exploitation ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients particuliers ;

Considérant que la demande susvisée est une modification notable mais non substantielle, et qu'en conséquence, une nouvelle procédure d'autorisation ne s'avère pas nécessaire ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les prescriptions des arrêtés préfectoraux des 3 août 2011 et 19 août 2015 susvisés afin d'acter la modification demandée ;

Considérant que par lettre en date du 14 octobre 2019, conformément à l'article R.181-45 susvisé, le projet d'arrêté a été communiqué à l'exploitant, qui a répondu à cette communication par courrier en date du 22 octobre 2019 ;

Considérant qu'au vu de l'ampleur de la modification sollicitée et en application du dernier alinéa de l'article R.181-45 susvisé, il n'y a pas lieu de recueillir l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, en formation spécialisée dite des carrières ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ariège :

ARRÊTE

#### Article 1

La société SAS Sablières Malet, dont le siège social est situé 25 avenue de Larrieu BP 12314, 31023 TOULOUSE Cedex 1, est autorisée à modifier les conditions d'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de MONTAUT aux lieux-dits « l'Alma » et « Sous-Pégulier » prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 août 2011, dans les conditions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

#### Article 2

L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2015 susvisé est abrogé.

#### Article 3

L'article 13 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2011 susvisé est modifié comme suit :

« L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

L'accès au site pour les salariés ainsi que pour les intervenants extérieurs (entreprises extérieures ou transferts internes de matériel) se fait exclusivement par le rond-point aménagé sur la RD 820.

Le seul trafic associé au mode de fonctionnement du site concerne:

- les passages quotidiens des véhicules du personnel contribuant au bon fonctionnement du site,
- le passage d'un camion ravitailleur pour l'alimentation en carburant,
- les deux allers-retours annuels de porte-chars pour le transfert des engins intervenant pour les phases de décapage,
- les éventuels transferts ponctuels de matériels en cas de pannes majeures ou de gros entretien,
- l'apport de matériaux bruts en vue de leur chargement sur des trains au niveau de l'ITE de la carrière par des sociétés extérieures,
- l'apport des matériaux nécessaires au remblaiement des parties exploitées.

La quantité de matériaux bruts apportés par les sociétés extérieures est fixée par convention ou contrat.

Le transfert des matériaux extraits sur la carrière est assuré par voie ferrée dans des wagons spécifiques, ainsi que par voie routière, ceci exclusivement à l'aide des camions ayant permis l'apport des matériaux inertes utilisés pour le remblaiement et dans la limite maximale de 150 000 tonnes par an.

Les camions sortant de l'installation chargés de matériaux alluvionnaires bruts font l'objet d'un enregistrement des données suivants :

- le nom de la société de transport et le type de véhicule,
- l'immatriculation du véhicule,
- le poids des matériaux transportés.

Ces données sont intégrées au registre des apports d'inertes visé à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2015. »

#### Article 4

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

#### Article 5

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 6

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télécours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, conformément aux dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative.

#### Article 7

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Montaut pour y être consultée par tout intéressé.

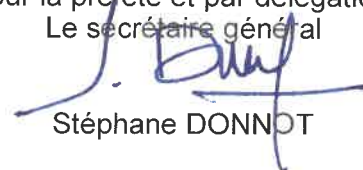
#### Article 8

Le secrétaire général de la Préfecture de l'Ariège, la sous-préfète de Pamiers, le maire de la commune de Montaut et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché à la mairie de Montaut et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet des services de l'État.

Fait à Foix, le

**29 OCT. 2019**

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général



Stéphane DONNOT